

La géographie ne dicte pas le vote. Leçon des municipales 2026

Politique

Par Martin Vanier

Publié le 12 juin 2026

Géographe, professeur à l'université Paris-Est Créteil, consultant Coopérative Acadie, il vient de faire paraître "En finir avec les idées fausses sur l'aménagement du territoire", éditions de l'atelier, 2026.

Matilin Le Meur

Géographe-urbaniste et consultant au sein de la Coopérative Acadie

Une lecture paresseuse de la géographie électorale tend à installer une vision caricaturale d'un pays coupé en deux, entre urbains et ruraux, ou divisé selon des partages dictés par la situation géographique (centre/périphérie). Une lecture précise des résultats des dernières élections municipales rappelle au contraire qu'aucune de ces visions ne rend compte de la réalité électorale actuelle, dont il faut chercher les déterminants dans des héritages historiques et des situations locales, qui ne sont réductibles à aucun schéma d'ensemble.

Dès le soir du second tour des Municipales du 22 mars 2026, on a pu entendre ou lire une avalanche de raccourcis en guise d'analyse géographique des résultats du scrutin : « Rats des villes, rats des champs : la fracture territoriale s'accroît. Le second tour des municipales révèle moins un rapport de forces partisan qu'une fracture territoriale profonde : derrière la stabilité des grandes métropoles, une autre France, périphérique et inquiète, exprime un malaise politique durable, appelé à peser sur les scrutins nationaux à venir »¹ ; « gauche dominante dans les métropoles, droite solide dans les villes moyennes, RN en progression mais qui se heurte au plafond de verre des grandes villes »² ; « métropoles au PS, la droite dans les petites villes, LFI dans les quartiers : un paysage municipal fracturé »³... Autant de simplifications ou de caricatures géographiques résumées par un François Ruffin estimant que la France les résultats des grandes métropoles empêcherait de prendre en compte de « gros bouts du pays qu'on ne regarde jamais » (BFMTV, 22 mars, 19h20). A noter que ce tableau médiatique à l'emporte-pièce ne concerne en tout état de cause que les 3 244 communes dont les élus vainqueurs sont politiquement affichés et identifiables sur 34 875 municipalités, soit 9,3 % des communes seulement, mais tout de même les deux-tiers de la population au total.

Dans quels types de communes gouvernent donc les 1 221 maires de Droite (37,6% des maires de l'échantillon, contre 38,8 en 2020), les 1 157 du Centre (35,6%, Divers compris, contre 29,6 en 2020), les 798 maires de Gauche (24,6%, contre 31 en 2020), les 61 maires d'Extrême-droite (1,88%, contre 0,4 en 2020) et les 7 maires d'Extrême-gauche (0,22%, aucun en 2020) des 3 244 municipalités politiquement identifiables⁴ ? Comment se répartissent ces maires étiquetés, non pas seulement « entre villes et champs », mais selon qu'il s'agit de grandes villes (37 villes-centres de plus de 100 000 habitants dont les métropoles), de villes moyennes « centralités

intermédiaires » (128 villes-centres de 20 000 à 100 000 habitants qui sont les pôles centraux de leur aire d'attraction⁵, dont la plupart des chefs-lieux de département hors des précédentes), de petites villes « centralités relais » (734 villes-centres de 5 000 à 20 000 habitants qui structurent leur propre aire d'attraction), de communes de banlieues (1 144 communes composant les agglomérations⁶ centrales des aires d'attraction autour des villes-centres, en distinguant ici les 340 communes de la banlieue parisienne et les 797 communes de banlieues des autres agglomérations en province), de communes périurbaines (818 communes de toute taille des couronnes des aires d'attraction des villes), ou de communes rurales (383 communes de moins de 5 000 habitants hors de l'aire d'attraction d'une ville) ? Et qu'est-ce qui aurait donc tant bougé entre 2020 et 2026 dans cette géographie qui serait une preuve de plus de l'accroissement de la « fracture territoriale » de la « France périphérique », vue à travers la géographie des municipalités ?

Le croisement pour ces 3 244 municipalités politiquement identifiables en cinq familles politiques et des sept types de situation communale de ces municipalités contredit un certain nombre d'idées dominantes sur ce plan (**tableaux 1**). « Et si la géographie n'expliquait plus les résultats électoraux ? », est conduit à demander le géographe Daniel Béhar pour rappeler la complexité de « l'effet territoire » que la lecture par taille de communes des résultats électoraux martyrise plus qu'elle n'éclaire⁷. Deux mois après ce premier épisode d'une série électorale qui, en 2027 puis 2028, ne va pas manquer de continuer à produire et cultiver les idées fausses sur la géographie électorale, il n'est pas inutile d'en démonter ici quelques-unes.

Méthodologie de l'analyse statistique

L'analyse porte uniquement sur le rattachement partisan des exécutifs municipaux élus en 2026 et leurs éventuelles bascules par rapport à 2020. Elle ne porte donc pas sur la répartition des suffrages eu au 1^{er} tour du scrutin.

Les appartenances politiques ont été regroupées en cinq « familles », sur la base des informations du Ministère de l'Intérieur : Droite (LR et apparentés), Gauche (socialistes, communistes, écologistes, divers gauche), Centre et Divers (Horizons, Modem, Ensemble, etc.), Extrême-droite (RN et autres), Extrême-gauche (LFI). 3 244 municipalités sont concernées, représentant 9,3 % des communes et 67 % de la population totale. L'analyse par les maires élus et non par les suffrages survalorise le poids du Centre et Divers (10,1 points d'écart entre la part des municipalités et la part des suffrages) et celui de la Droite (5,6 points), et sous-valorise celui de l'Extrême-droite (-6,3 points), de la Gauche (-5 points) et de l'Extrême-gauche (-4,5 points).

Ces communes ont fait l'objet d'une typologie élaborée pour les besoins de l'analyse. Elle combine la taille de la commune en population, sa position dans une unité urbaine (commune centre ou commune de banlieue) et sa position dans ou par rapport à l'aire d'attraction d'une ville (commune du pôle de cette aire, commune de la couronne de cette aire, commune hors aire d'attraction, c'est-à-dire rurale). La logique de cette typologie est de dépasser la simple stratification démographique généralement pratiquée sur le sujet pour mieux prendre en compte les

positions de centralité (grande, moyenne ou petite) d'une part, et les positions périphériques (de banlieues, périurbaines, rurales) d'autre part. Ainsi, avec 57 000 habitants, Bobigny peut, certes, se dire ville moyenne, mais c'est fonctionnellement et sociologiquement avant tout une commune de la banlieue parisienne. Frontignan et ses 24 000 habitants est, certes, une autre de ces villes petites ou moyennes, mais c'est surtout une commune de la vaste couronne périurbaine de Montpellier. Idem pour l'Isle-D'abeau et ses 17 500 habitants à 40 km au large de Lyon, etc. C'est pour rappeler ces réalités de situation fonctionnelle et éviter de classer en « petites villes » ou en « rural » des communes au profil très différent que la typologie a été construite.

Tableaux 1

Nombre de maires par famille politique et par catégorie de communes

2026	Centralités métropolitaines	Banlieue parisienne	Banlieue	Centralités intermédiaires	Périurbain	Petites centralités relais	Petites villes isolées	Total
Centre et Divers	5	79	263	29	321	284	176	1157
Droite	11	177	292	66	258	274	143	1221
Extrême droite	2		23	7	17	10	2	61
Extrême gauche		2	4			1		7
Gauche	19	88	216	26	222	165	62	798
Total	37	346	798	128	818	734	383	3244

2020	Centralités métropolitaines	Banlieue parisienne	Banlieue	Centralités intermédiaires	Périurbain	Petites centralités relais	Petites villes isolées	Total
Centre et Divers	3	77	220	25	266	232	138	961
Droite	13	173	277	66	275	299	156	1259
Extrême droite	1		3	2	4	3	1	14
Gauche	20	96	298	35	273	200	88	1008
Total	37	346	798	128	818	734	383	3244

Lecture : en 2026, il y a 5 maires Centre et Divers dans les centralités métropolitaines.

Poids des familles politiques par catégories de communes (en %)

2026	Centralités métropolitaines	Banlieue parisienne	Banlieue	Centralités intermédiaires	Périurbain	Petites centralités relais	Petites villes isolées	Ensemble échantillon
Centre et Divers	13,5	22,8	33,0	22,7	39,2	38,7	46,0	35,67
Droite	29,7	51,2	36,6	51,6	31,5	37,3	37,3	37,64
Extrême droite	5,4	0,0	2,9	5,5	2,1	1,4	0,5	1,88
Extrême gauche	0,0	0,6	0,5	0,0	0,0	0,1	0,0	0,22
Gauche	51,4	25,4	27,1	20,3	27,1	22,5	16,2	24,60
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

2020	Centralités métropolitaines	Banlieue parisienne	Banlieue	Centralités intermédiaires	Périurbain	Petites centralités relais	Petites villes isolées	Ensemble échantillon
Centre et Divers	8,1	22,3	27,6	19,5	32,5	31,6	36,0	29,62
Droite	35,1	50,0	34,7	51,6	33,6	40,7	40,7	38,81
Extrême droite	2,7	0,0	0,4	1,6	0,5	0,4	0,3	0,43
Gauche	54,1	27,7	37,3	27,3	33,4	27,2	23,0	31,07
Total	100	100	100	100	100	100	100	106 / 18

Lecture : en 2026, 13,5 des maires des centralités métropolitaines sont Centre et Divers.

La géographie municipale ne montre pas la fameuse fracture territoriale

Commençons par « la ruralité », réputée s’offrir peu à peu au RN en réaction à l’oubli dont elle serait victime partout. Dans l’échantillon considéré, sur les 383 communes de moins de 5 000 habitants, situées en dehors d’une aire d’attraction d’une ville, 46 % ont un maire du Centre ou Divers, 37,3 % de Droite, 16,2 % de Gauche, et il y a seulement 2 maires étiquetés d’Extrême-droite (Camaret-sur-Aigues dans le Vaucluse, et Salernes dans les Var). Loin du malaise politique de la fracture, les communes rurales ont donc choisi pour les gouverner les représentants les moins clivants ou les plus conservateurs de l’offre politique, accentuant ainsi leurs choix de 2020 (36 % pour le Centre et les Divers, 40,7 % pour la Droite, 23 % pour la Gauche).

Toujours en périphérie, les municipalités des 818 communes périurbaines – c’est-à-dire celles qui, quelle que soit leur taille, sont dans l’aire d’attraction d’une ville grande ou moyenne mais pas dans le pôle central de cette aire – ont pour caractéristique de ne se distinguer en rien quant à la répartition par famille politique : c’est la même que celle qui vaut pour l’ensemble de l’échantillon. Idem pour les 734 petites villes de 5 000 à 20 000 habitants structurant leur propre aire d’attraction, souvent présentées comme des situations archétypiques de la France périphérique. Dans ces deux catégories de communes, aucune famille politique n’est sur- ou sous-représentée. Les maires du périurbain pèsent au sein chaque famille politique peu ou prou ce que pèse l’ensemble ces 818 communes périurbaines dans l’échantillon, soit 25 %, à l’exception de LFI qui disparaît avec ses 7 maires pour toute la France. C’est vrai aussi pour les 734 petites centralités, avec une extrême-droite qui y est même relativement moins présente, contrairement à ce qu’on en dit souvent. Là aussi par rapport à 2020 il y a tassement à Gauche

au profit du Centre et des Divers de l'ordre de 5 points de pourcentage, et report de la Droite vers le Centre et les Divers, d'environ 2 ou 3 points de pourcentage, mais rien qui n'esquisse le raidissement idéologique des périphéries oubliées.

Quant aux 31 548 maires « sans étiquette », hors de notre échantillon donc, qui dirigent tous sans exception des communes de moins de 3 500 habitants, les trois-quarts d'entre eux ont été élus sans adversaire dès le premier tour. De quoi est-ce le signe sinon de la conscience citoyenne croissante que les trop petites communes du pays (les 53 % de moins de 500 habitants, 72 % de moins de 1 000, 85 % de moins de 2 000) n'ont plus ni capacité d'action ni pouvoir local en propre ? Par le vote, on en salue les dévoués candidats uniques, mais la passion politique n'est plus au rendez-vous. Cela concerne cependant un tiers de l'électorat : l'urgence n'est pas de réduire une fracture fantasmée, mais bien de conduire une incontournable réforme communale.

Enfin, parmi les 61 maires d'Extrême-droite, contre 14 en 2020, on a fait grand cas des petites villes de Carpentras, Menton, La Flèche, Bagnols-sur-Cèze, Hayange, Tarascon ou Beaucaire, comme si ces conquêtes, ou ces implantations confirmées, signalaient le début d'une sécession rampante de la fameuse France périphérique. Or, ces 23 communes du périurbain, des petites villes et du rural qui ont rejoint les 6 déjà gouvernées par le RN ne font pourtant toutes ensemble que 1,5 % des 1 935 communes concernées. Et à vrai dire, l'Extrême-droite est tout aussi implantée dans les centralités et leurs banlieues, c'est-à-dire dans la France métropolisée, avec désormais 32 municipalités.

La France métropolisée n'est pas massivement à gauche

51,4 % des centralités métropolitaines (les villes-centres de plus de 100 000 habitants) sont dirigées par la Gauche (54,1 % en

2020), dont les emblématiques Paris, Marseille et Lyon. C'est un fait marquant, mais pour autant cela ne résume pas la réalité politique de la France métropolisée, pour trois raisons.

La première raison est que tout simplement l'ensemble des forces du Centre, de Droite et d'Extrême-droite pèse donc presque autant (48,6 %) que la Gauche en termes de municipalités, et progresse même entre 2020 et 2026 pour ce qui est du Centre et de l'Extrême-droite. 19 grandes villes-centres à Gauche (dont les trois gains d'Amiens, Nîmes et Saint-Etienne, mais les quatre pertes de Bordeaux, Brest, Besançon et Clermont-Ferrand, 11 à Droite (trois gains, deux pertes), 5 au Centre (un gain, une perte), 2 à l'Extrême-droite (Nice et Perpignan conservée) : ramener ce relatif équilibre politique et ses redistributions à la seule figure de la gauche métropolitaine bobo gomme la géopolitique métropolitaine.

La deuxième raison est que les centralités métropolitaines ou de villes moyennes sont loin d'être aussi hostiles à l'Extrême-droite qu'on veut bien le dire. Il n'y a pas de « plafond de verre » à cet égard : l'Extrême-droite tient 5,4 % des municipalités des centralités métropolitaines et 5,5 % de celles des centralités de ville moyenne, soit trois fois plus que 1,88 %, son poids dans l'ensemble des 3 244 municipalités identifiées. Il faut cesser de laisser penser que le contexte métropolitain protégerait en soi de l'Extrême-droite.

La troisième raison est que la France métropolisée ne se résume par définition pas aux grandes villes-centres, phares des débats des soirées électorales. Elle intègre par définition les couronnes périurbaines précédemment analysées et les banlieues qui sont politiquement bien plus composites que l'image qu'on en donne. Sur les 346 communes de la banlieue parisienne, 51% ont un maire de Droite, deux fois plus que la Gauche et l'Extrême-gauche ; sur les 797 communes de banlieue hors région parisienne, le Droite en gouverne 37%, le Centre et Divers 33%, la Gauche 27%. Au total, toutes banlieues confondues, la Droite détient 41% des mandats municipaux, le

Centre et les Divers 30%, la Gauche 27% LFI comprise. Certes, c'est là que gouvernent désormais les 7 maires LFI (Saint-Denis, La Courneuve, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons, Roubaix, Creil), mais même si ces prises de pouvoir ont une forte portée politique et signification sociale, elles ne peuvent pas occulter la forte diversité politique des 1 143 municipalités de banlieue, aux profils sociaux souvent bien tranchés.

Reste les 128 villes-centres intermédiaires – les villes moyennes, communes de 20 000 à 100 000 habitants polarisant une aire d'attraction – pour lesquelles l'analyse semble sans appel : le Droite y semble aujourd'hui sur ses terres, avec 51,6 % des maires, comme on peut le dire trop rapidement de la Gauche pour les grandes centralités, ou pour le Centre et les Divers et leur 46 % des maires dans les campagnes hors des aires d'attractivité des villes. Position stable pour la Droite entre 2020 et 2026 qui plus est, et fort écart avec la deuxième force politique, le Centre et Divers (22,7 %). Oui, les municipalités des villes moyennes sont plutôt à droite aujourd'hui, certaines sans discontinuer depuis l'après-guerre (Colmar, Troyes, Valenciennes, Vannes, Ajaccio, Thonon-les-Bains, Vichy, Beaune...), mais cela ne permet pas d'établir une corrélation systématique entre la taille d'une ville et la couleur de sa municipalité, comme on va le voir.

Les cultures politiques territoriales l'emportent sur les effets de gradient urbain

Les cartes qui suivent seraient à prendre avec prudence à l'échelle nationale car l'échantillon des 3 244 communes aux exécutifs politiquement identifiés laisse trop de départements peu informés, donc quasi vides sur la carte, comme la Creuse (seulement trois municipalités concernées), la Haute-Marne (4 municipalités concernées), la Lozère (idem), les Hautes-Alpes (idem), alors qu'ils n'en sont pas moins contributeurs eux-aussi à

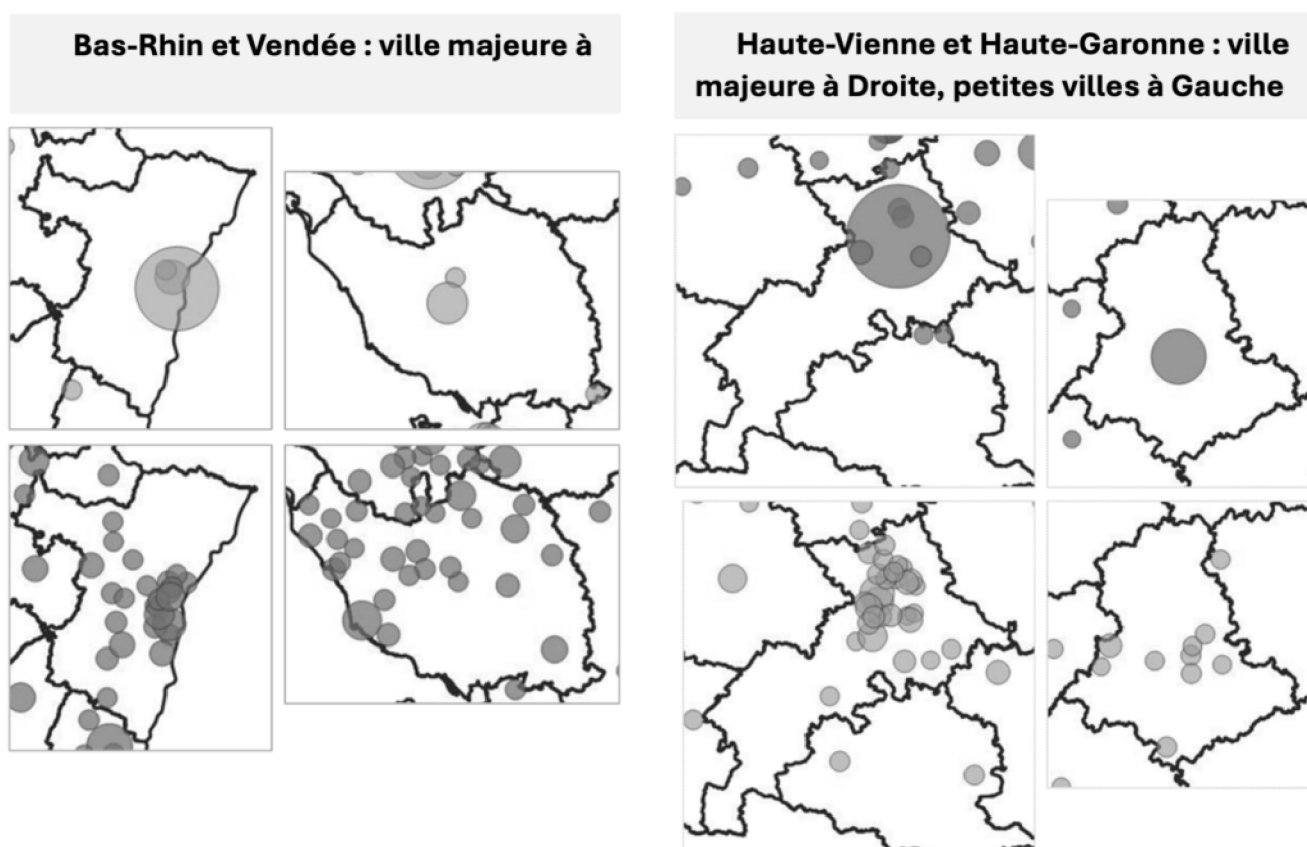
la géographie des opinions politiques. Pour autant, les cartes fourmillent de constats territoriaux plus détaillés qui vont tous dans le même sens : la lecture catégorielle de la couleur politique des municipalités, toujours présentée comme illustrative d'un gradient urbain qui irait de la grande ville réputée plutôt de gauche jusqu'au rural profond réputé plutôt de droite, cette lecture ne résiste pas à la mosaïque des cultures politiques territorialisées dans le temps long, qui montre une infinité de nuances et de situations paradoxales.

Ainsi, parmi d'autres départements, dans le Bas-Rhin et la Vendée, la Gauche tient les chefs-lieux départementaux et la Droite, l'essentiel des petites villes ; mais en Haute-Vienne et en Haute-Garonne, c'est exactement l'inverse (**cartes 1**). Sur le littoral méditerranéen, la Gauche tient, certes, les plus grandes villes, mais la Droite et le Centre ne tiennent pas indistinctement les petites villes : La Droite est dominante sur le littoral proprement dit et sur les grands axes régionaux, le Centre et les Divers dans l'arrière-littoral et aux confins départementaux (**cartes 2**). En Gironde, la géographie politique est bien dessinée, ancienne, et sans rapport avec la taille des municipalités, ni avec un quelconque effet de périphérie : le Centre et les Divers sont forts dans le Médoc et le nord-Arcachonnais, la Droite dans le sud-Arcachonnais, la Gauche dans le Libournais et l'Entre-deux-Mers, et les trois familles rivalisent pour tenir les municipalités de la métropole bordelaise (**cartes 3**). Dans les quatre départements bretons, le Trégor et l'est du Léon (plutôt à Gauche), jouxtent l'ouest du Léon et le Pays de Brest (désormais plutôt à Droite), tandis que si le Centre tient fermement la riviera morbihannaise, c'est plutôt la Gauche qui s'impose en sud-Cornouaille qui la prolonge à l'ouest. Au total, si la Gauche tient Rennes de longue date et Quimper, la Droite tient elle les autres villes structurantes, avec les deux conquêtes importantes de Brest et Saint Briec, et le Centre plutôt les petites villes. On voit que la géographie des pays bretons est encore signifiante, tandis que la compétition est

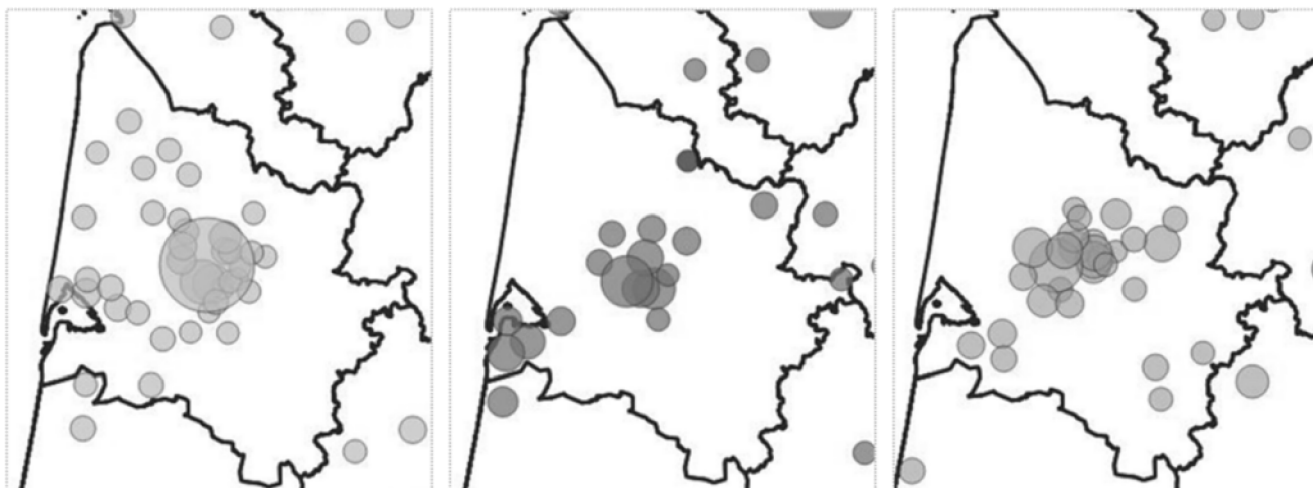
vive au sein de la métropole de Rennes en dehors de la ville-centre (cartes 4).

On pourrait continuer à parcourir ainsi toute la France pour montrer ce que chaque petit territoire en tant que construction sociale, culturelle et idéologique réalisée dans le temps long fait à la politique locale. Ramener cette formidable histoire-géographie de la chose politique aux figures canoniques de l'opposition urbain / rural ou grandes communes / petites communes n'est pas une « montée en généralités » pour dégager à grands traits les résultats du scrutin de 2026 : c'est un récit politique erroné, mystificateur, appauvrissant, dont l'unique vocation n'est pas d'éclairer l'espace politique mais de le cliver.

Carte 2



Carte 3



Le revenu, déterminant social du vote, l'âge nettement moins

Le paradoxe du récit clivant de la fracture territoriale comme interprétation du scrutin municipal de 2026 est qu'en réalité il contribue à invisibiliser les véritables dimensions sociales du vote. Elles sont avérées par les enquêtes en sortie d'urnes auprès des électeurs : on vote beaucoup en fonction de son « portefeuille » et aussi un peu en fonction de son étape de vie. Même rapportés à des indicateurs moyens ou médians à la commune, et à la seule couleur politique du vainqueur du scrutin – qui peut n'avoir remporté en réalité qu'une majorité très relative dans sa commune – ces déterminants demeurent significatifs, en particulier les trois déterminants socioéconomiques proposés (revenu médian, taux de pauvreté, rapport cadres/ouvriers), qui sont liés (**tableau 2**). C'est moins vrai globalement pour les deux indicateurs d'âge proposés (le poids des retraités, et l'indice de vieillissement c'est-à-dire le nombre de 60 ans et plus pour 100 jeunes de 20 ans et moins), qui peuvent jouer un rôle dans certains contextes comme on va le voir.

Tableau 2

Cinq indicateurs sociaux ou démographiques pour éclairer la géographie électorale

Etiquette politique	Nombre de municipalités en 2026	Moyenne du revenu médian	Moyenne du taux de pauvreté	Moyenne du nombre de cadres pour 100 ouvriers	Moyenne du % de retraités	Moyenne du nombre de vieux pour 100 jeunes
Extrême droite	61	20 810 €	20,2	41,5	30,1	98,1
Droite	1 221	24 434 €	13,2	123,3	30	107,2
Centre et Divers	1 157	23 794 €	13,6	112,3	30,1	103,6
Gauche	798	22 041 €	17,0	70,3	28,5	94
Extrême gauche	7	16 141 €	37,7	28,4	16,2	38
Total échantillon	3 244	23 566 €	14,2	91,1	29,7	102,2

On restera attentif à ne pas donner la même portée de généralisation aux moyennes calculées sur un millier de municipalités (celles de la Droite, du Centre, de la Gauche) et à celles qui le sont sur quelques dizaines (Extrême-droite) ou quelques unités seulement (Extrême-gauche). Les trois indicateurs socioéconomiques moyens des sept communes que gouvernent désormais l'Extrême-gauche sont sans appel : ce sont, comme on le sait, les communes parmi les plus modestes et populaires en France. Mais elles ne sont pas les seules en France, et l'immense majorité des communes modestes et populaires contribue aussi aux moyennes des autres familles politiques.

Les indicateurs sociaux des 61 communes des municipalités de l'Extrême-droite confirment qu'avec des valeurs toujours situées entre celles des communes des municipalités de Gauche et d'Extrême-gauche, il y a là un « peuple de droite », plus

modeste ou plus vulnérable que l'électorat de la droite classique, avec trois fois moins de cadres par rapport au nombre d'ouvriers, sept points de plus concernant le taux de pauvreté, et un revenu médian de 15 % inférieur.

Outre ces deux familles politiques réputées exprimer la « fracture territoriale », les écarts des cinq indicateurs entre la Droite et la Gauche selon les types de communes considérés montrent que c'est dans l'ensemble des banlieues, et plus fortement encore en banlieue parisienne, que ces écarts sont spectaculaires (**tableau 3**). Si l'on tient à donner du poids à la géographie sociale dans la compréhension de la géographie électorale, c'est avant tout dans les banlieues qu'il faut le faire, là où les mécanismes de tri social – jusqu'à la ségrégation parfois – sont manifestes. C'est encore en partie vrai dans le périurbain, et plus du tout dans les autres types de communes où les écarts entre les indicateurs ne permettent plus de distinguer le profil social des communes gouvernées par le Droite ou la Gauche, en particulier dans les centralités métropolitaines.

Tableau 3

Cinq indicateurs sociaux ou démographiques pour éclairer la géographie électorale

Ecart Droite / Gauche des valeurs des indicateurs par commune	Différence D/G du revenu médian	Différence D/G du taux de pauvreté	Différence D/G du rapport cadres/ ouvriers	Ecart D/G du % de retraités	Ecart D/G du nombre de vieux pour 100 jeunes
Ensemble de l'échantillon	2 393 €	3,8 points	53	1,5 point	13,2 points
Centralités métropolitaines	-44 €	1,8 point	-60	-2,5 points	11,4 points
Banlieue parisienne	5 391 €	7,8 points	203	3,2 points	14,5 points
Banlieues hors Île-de-France	3 161 €	5 points	66	2,4 points	19,3 points
Périurbain	2 357 €	3,6 points	25	0,1 point	12,7 points
Centralités intermédiaires	287 €	1,5 point	-4	2,2 points	13,6 points
Petites centralités relais	1 390 €	2,6 points	11	0,7 point	4,1 points
Petites villes isolées	886 €	2,3 points	3	0,2 point	5 points

Prendre la géographie au sérieux pour mieux comprendre le politique

En fin de compte, que retenir de cette somme d'observations faites non pas à partir des suffrages exprimés lors du scrutin municipal de 2026 mais sur la base des maires vainqueurs ? En termes de positions exécutives, la Gauche a reculé, le Centre et Divers ont progressé, le glissement global de l'ordre de 6 points est net mais ne signe pas le raidissement de l'électorat. Avec 2 % des municipalités politiquement identifiables, les deux extrêmes, droite et gauche, sont maintenant entrées sur la scène municipale. L'écho médiatique en a été considérable, mais fait oublier la modestie de la conquête nationale en question. Les positions issues du scrutin de 2026 ont peu varié par rapport à celles de 2020 : 10,1 % des exécutifs sont passés

de la Gauche à la Droite et au Centre, Divers compris, 3,8 % ont fait le chemin inverse.

Quant à la lecture géographique, elle reste précieuse, à condition de ne pas la réduire à des lectures binaires à base de strates fourre-tout. « L'effet territoire » est bien là mais il invite à l'exact contraire de ce qu'on veut à tout prix lui impartir par caricature. Il n'y a pas, du point de vue des municipalités élues, d'identité politique de la périphéricité. L'espace périurbain est au contraire celui qui est le proche de la moyenne nationale en termes d'exécutifs élus. Le rural est plutôt au Centre. Les villes-centres sont réparties entre Gauche et Droite, avec un léger avantage à Gauche dans les plus grandes et à Droite dans les plus petites, mais rien de tranché, d'immuable ni de généralisable. L'effet territoire et sa diversité est plus fort que l'effet catégorie et son simplisme. On ne gagne rien à continuer à commenter les résultats par strates de communes. Il y a d'évidentes cultures politiques locales, partout en France, et elles concernent à chaque fois l'ensemble des types de communes d'un territoire considéré dans toute sa profondeur. Elles se construisent au fil des joutes politiques qui engagent les acteurs locaux parfois pour toute une vie, sur fond de trajectoires territoriales de transformation le plus souvent lente.

A quelques exceptions tonitruantes près, les artisans du clivage national, c'est-à-dire pour l'essentiel les deux extrêmes, peinent à prendre pied dans cette territorialité politique à temps long. C'est pourquoi ils produisent le récit d'une France en deux camps, celui du « système » et celui des antisystèmes. Ils ont absolument besoin d'une géographie de la rupture pour s'y légitimer. On peut les comprendre du point de vue politique qui est le leur. Ce n'est pas une raison pour endosser le discours en question et se faire, parfois à Gauche, au Centre et à Droite aussi, les porte-voix d'une géographie démagogique. Il faut prendre la géographie au sérieux. C'est aussi ce qui permet de se tenir loin des rives dangereuses du populisme territorial,

toujours tentant dans les campagnes électorales, puis l'explication de leurs résultats.

Notes

- ① Boris Enet, *Le Libre journal.fr*, 23/03/2026.
- ② Nicolas Faucon, *La Montagne*, 23/03/2026.
- ③ Eloi Passot, *Le Figaro*, 23/03/2026.
- ④ Pour rappel, les résultats nationaux à l'issue du 1^{er} tour concernant les suffrages exprimés agrégés selon ces mêmes familles politiques sont : Droite 32 %, Gauche 29,6 %, Centre et Divers 25,5 %, Extrême-droite 8,2 %, Extrême-gauche 4,7 %.
- ⑤ L'aire d'attraction d'une ville est un zonage de l'INSEE construit sur le modèle des *functional urban areas* (FUA) d'Eurostat et de l'OCDE à partir des migrations quotidiennes domicile-travail d'un territoire polarisé par une agglomération. C'est, en somme, le bassin d'emploi d'un pôle d'emploi. Une aire d'attraction est toujours composée d'un pôle attracteur et d'une couronne de communes attirées par lui, qui sont dites périurbaines. Il y a 699 aires d'attraction des villes en France, classées en quatre niveaux de population.
- ⑥ Une agglomération, ou unité urbaine multicommunale, est également un zonage de l'INSEE, plus ancien que le précédent, basé lui sur la continuité bâtie. Une agglomération est toujours composée d'une ville centre et de communes agglomérées autour d'elle, dites de banlieues. Ainsi définies, il y a 1 212 agglomérations en France, de 2 à 406 (agglomération de Paris) communes.
- ⑦ Daniel Béhar, *Le Monde*, 30/03 2026.